



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9519^e séance

Vendredi 22 décembre 2023, à 10 heures
New York

Provisoire

Présidents : M. De La Gasca/M. Montalvo Sosa (Équateur)

Membres :

Albanie	M. Spasse
Brésil	M. França Danese
Chine	M. Sun Zhiqiang
Émirats arabes unis	M ^{me} Alameri
États-Unis d'Amérique	M. Kelley
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Paolini
Gabon	M ^{me} Bouanga Ayouné
Ghana	M. Agyeman
Japon	M. Iriya
Malte	M ^{me} Gatt
Mozambique	M. Irachande Gouveia
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Phipps
Suisse	M. Carpenter

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Lettre datée du 27 novembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/920)

Lettre datée du 27 octobre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/926)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Lettre datée du 27 novembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/920)

Lettre datée du 27 octobre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/926)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République islamique d'Iran et de la République arabe syrienne, ainsi que la représentante de la Türkiye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Adedeji Ebo, Directeur du Bureau des affaires de désarmement et Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/920, qui contient le texte d'une lettre datée du 27 novembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, et sur le document S/2023/926, qui contient le texte d'une lettre datée du 27 octobre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général.

Je donne maintenant la parole à M. Ebo.

M. Ebo (*parle en anglais*) : Je remercie les membres du Conseil de sécurité de me donner l'occasion d'informer une nouvelle fois le Conseil sur l'application de la résolution 2118 (2013) sur l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne. Je fais cet exposé au nom de la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, qui est actuellement absente.

Depuis la dernière fois que le Conseil a examiné cette question (voir S/PV.9411), et conformément à la pratique établie, le Bureau des affaires de désarmement a poursuivi ses contacts réguliers avec ses homologues du Secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction

des armes chimiques (OIAC) au sujet des activités en lien avec la résolution 2118 (2013).

Depuis la dernière séance du Conseil sur la question, l'Équipe d'évaluation des déclarations de l'OIAC continue de s'employer à clarifier toutes les questions en suspens liées à la déclaration initiale et aux déclarations suivantes présentées par la République arabe syrienne. Je suis très heureux d'annoncer que, après une interruption de plus de deux ans et demi, la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe et l'autorité nationale syrienne s'est tenue du 30 octobre au 5 novembre.

J'ai été informé que tous les experts de l'Équipe d'évaluation des déclarations que le Secrétariat technique de l'OIAC jugeait nécessaires ont pu être déployés à Damas pour ces consultations. On m'a également informé qu'au cours de cette série de consultations, l'Équipe a mené des réunions techniques quotidiennes, réexaminé l'état de toutes les questions en suspens et discuté des moyens de les résoudre. À l'issue des consultations, la République arabe syrienne a, via note verbale, fourni des explications sur les résultats de l'analyse des échantillons prélevés par l'Équipe sur deux sites au cours des activités limitées menées dans le pays en avril. Je crois comprendre que le Secrétariat technique de l'OIAC est en train de procéder à la traduction de ces explications, laquelle sera suivie de leur analyse par l'Équipe, et les résultats seront rapportés par le Secrétariat technique en temps voulu.

J'espère sincèrement que cet esprit de coopération renouvelé pourra être maintenu, de sorte que toutes les questions en suspens liées à la déclaration initiale et aux déclarations suivantes de la République arabe syrienne puissent être réglées. Il s'agit notamment de la déclaration complète des activités du Centre syrien d'études et de recherches scientifiques (CERS) et de la déclaration des quantités d'agents neurotoxiques fabriqués dans une installation de production d'armes chimiques dont la République arabe syrienne a déclaré qu'elle n'avait jamais été utilisée pour fabriquer des armes chimiques.

Concernant les installations du CERS à Barzé et à Jamraya, j'ai été informé que le Secrétariat technique de l'OIAC avait procédé en décembre à leur dixième série d'inspections. Les conclusions de cette série d'inspections seront communiquées en temps opportun par le Secrétariat technique. En revanche, à la date du rapport de ce mois, la République arabe syrienne n'avait pas encore fourni suffisamment d'informations ou d'explications techniques permettant au Secrétariat technique de l'OIAC de clore le dossier lié à la découverte, en novembre 2018,

d'un produit chimique visé au tableau 2 dans les installations du CERS à Barzé.

Le Secrétariat technique de l'OIAC poursuit également son dialogue avec l'autorité nationale syrienne sur la question liée à l'observation, durant la neuvième série d'inspections, d'un certain nombre de boîtes contenant un produit chimique à double usage, stocké en grandes quantités dans l'entrepôt de produits chimiques de l'installation de Barzé. Par une note verbale du 21 août, la République arabe syrienne a fourni certaines informations précédemment demandées par le Secrétariat. De plus, par sa note verbale du 12 octobre, la République arabe syrienne a informé le Secrétariat que des questions supplémentaires seraient abordées avec le personnel du CERS compétent lors des inspections. Le Secrétariat technique de l'OIAC a également demandé des informations concernant le mouvement non autorisé des deux cylindres liés à l'incident relatif à des armes chimiques survenu à Douma le 7 avril 2018, qui auraient été détruits lors d'une attaque contre une installation de fabrication d'armes chimiques. J'ai été informé qu'à la date du présent rapport, le Secrétariat technique n'avait pas reçu de réponse à cette demande.

Le Secrétariat technique de l'OIAC reste pleinement déterminé à exécuter son mandat consistant à vérifier l'application, par la République arabe syrienne, de toutes ses obligations en matière de déclaration au regard de la Convention sur les armes chimiques, des décisions des organes directeurs de l'OIAC et des résolutions du Conseil de sécurité. Toutefois, comme cela a été souligné précédemment, la pleine coopération de la République arabe syrienne avec le Secrétariat technique de l'OIAC est indispensable pour régler toutes les questions en suspens. Eu égard aux lacunes, incohérences ou disparités recensées qui n'ont pas encore été résolues, le Secrétariat technique de l'OIAC estime qu'à ce stade, la déclaration présentée par la République arabe syrienne ne peut toujours pas être considérée comme exacte et complète, conformément à la Convention sur les armes chimiques. J'appelle la République arabe syrienne à poursuivre sa coopération avec le Secrétariat technique de l'OIAC et à s'empressement de répondre à toutes les demandes du Secrétariat technique.

J'ai été informé que la Mission d'établissement des faits de l'OIAC continuait d'étudier toutes les informations disponibles concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne. Je crois comprendre que la Mission prépare actuellement les prochains déploiements et rendra compte au Conseil exécutif de l'OIAC des résultats de ses travaux en temps

utile. L'Équipe d'enquête et d'identification poursuit elle aussi ses investigations sur les événements pour lesquels la Mission d'établissement des faits a établi que des armes chimiques avaient été utilisées, ou probablement utilisées, en République arabe syrienne, et elle publiera de nouveaux rapports en temps opportun.

En ce qui concerne l'accord tripartite conclu entre l'OIAC, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et la République arabe syrienne, je crois comprendre que toutes les parties ont convenu d'une prorogation, laquelle est en cours d'élaboration, pour une période de six mois allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 inclus.

Le 30 novembre, nous avons commémoré la Journée du souvenir dédiée à toutes les victimes de la guerre chimique. À cette occasion solennelle, le Secrétaire général a demandé que cette journée soit également placée sous le signe de la détermination : la détermination de mettre un terme à l'emploi des armes chimiques, une bonne fois pour toutes. Comme il l'a souligné, pour ce faire, il faut respecter la Convention sur les armes chimiques, qui vise à empêcher tout emploi de ces armes répugnantes, et ne pas laisser impunies les personnes qui osent les utiliser, en particulier contre des civils. L'ONU continuera d'appuyer tous les efforts visant à faire respecter la norme interdisant l'emploi des armes chimiques et à reléguer ces armes redoutables aux oubliettes de l'histoire. Alors que nous nous abordons une nouvelle année, j'exhorte les membres du Conseil à s'unir de nouveau sur cette question et à faire preuve de leadership en montrant que l'impunité ne sera pas tolérée en ce qui concerne l'emploi des armes chimiques. Le Bureau des affaires de désarmement est prêt à apporter tout l'appui et l'assistance qu'il pourra.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Ebo de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Kelley (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Représentant adjoint Ebo de son exposé et de l'attention qu'il continue d'accorder à cette question importante.

Les États-Unis demeurent scandalisés de voir la Syrie ne faire aucun cas de la Convention sur les armes chimiques (CIAC) et enfreindre sans vergogne diverses résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2118 (2013). Depuis 10 ans, à l'instar de la majeure partie de la communauté internationale, les États-Unis dénoncent les violations répétées et continues de la

Convention sur les armes chimiques et de la résolution 2118 (2013) par les autorités syriennes. Nous condamnons les multiples emplois confirmés d'armes chimiques par Al-Assad contre son propre peuple et le manquement de son gouvernement à l'obligation de déclarer et de détruire toutes ses armes chimiques et ses installations de fabrication.

Dans ce contexte, nous avons accueilli avec satisfaction la note publiée en septembre par le Secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (S/2213/2023, en anglais seulement), détaillant le travail mené par l'Équipe d'évaluation des déclarations afin d'identifier les lacunes de la déclaration initiale de la Syrie et de ses modifications ultérieures. Ces lacunes portent notamment sur la vérification des quantités et la déclaration des installations de fabrication et des armes elles-mêmes. Au paragraphe 58, la note conclut de façon définitive que ces questions suscitent des préoccupations persistantes quant à l'existence éventuelle de stocks, d'activités ou d'installations non déclarés et à la possibilité de nouveaux emplois d'armes chimiques. C'est un rappel brutal que le régime d'Al-Assad fait toujours peser une grave menace sur la protection de sa population civile et sur la paix et la sécurité internationales, en bafouant ses engagements au titre de la CIAC et en violant les résolutions du Conseil de sécurité. Et ce sont des experts sérieux et impartiaux qui le disent.

La protection du régime mondial de non-prolifération suppose de se réengager à prévenir de nouvelles attaques à l'arme chimique et la prolifération des armes chimiques, et de demander des comptes au régime d'Al-Assad. À cet égard, les États-Unis se félicitent vivement de l'adoption, le 30 novembre, à la vingt-huitième session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques, de la décision de l'OIAC relative à la lutte contre la menace que constitue l'emploi d'armes chimiques et le risque qu'il en soit employé à l'avenir. La Conférence a estimé que la Syrie, en continuant de détenir et en utilisant des armes chimiques, de même qu'en ne soumettant pas de déclaration exacte et complète et en ne détruisant pas toutes ses armes chimiques et installations de fabrication non déclarées, portait gravement atteinte à l'objet et au but de la CIAC.

Par cette décision, les États parties sont appelés à prendre des mesures collectives pour empêcher les transferts de matières à double usage qui pourraient servir à l'emploi ou au déploiement d'armes chimiques en Syrie et à soutenir les efforts nationaux et internationaux d'établissement des responsabilités s'y rapportant. Les États-Unis

espèrent que la transparence encouragera les États parties à s'assurer que des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs ne se retrouvent pas dans les programmes d'armes chimiques.

Enfin, par cette décision également, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sont instamment priés de prendre des mesures adaptées pour remédier à la situation et lutter contre l'impunité.

Au vu de tout cela, la question ne se pose pas de savoir si le régime d'Al-Assad a déjà employé des armes chimiques. Il l'a fait. La question ne se pose pas de savoir si le régime d'Al-Assad respecte ses obligations au titre de la CIAC. Il ne les respecte pas. La question ne se pose pas de savoir si le programme d'armes chimiques de la Syrie demeure une menace pour la paix et la sécurité internationales. Il l'est toujours. Et la question ne se pose pas de savoir s'il importe que le Conseil reste saisi du problème. Il le doit.

Plus tôt ce mois-ci, 159 États Membres ont voté à l'Assemblée générale pour soutenir la CIAC. Il est temps à présent que le Conseil s'acquitte de sa responsabilité de défendre la paix et la sécurité internationales face à la menace persistante d'armes chimiques. Les États-Unis restent déterminés à travailler avec tous les membres du Conseil et dans les instances compétentes pour faire en sorte qu'Al-Assad ne terrorise plus jamais son peuple ni la communauté internationale au moyen d'armes chimiques.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Étant donné que c'est la dernière séance du Conseil de sécurité pour le mois de décembre, hormis le vote à venir aujourd'hui, je tiens à saluer les efforts de la présidence équatorienne qui, malgré une situation extrêmement troublée au Conseil, a su remplir ses fonctions avec détermination. Je tiens également à remercier les présidences brésilienne et chinoise du Conseil, respectivement en octobre et en novembre, de ne pas avoir fait perdre de temps aux membres du Conseil en prenant soin de ne pas inscrire au programme de travail de séance sur l'application de la résolution 2118 (2013), qui n'a pas connu d'évolution notable depuis un moment. Comme nombre de nos collègues, notre pays appelle depuis longtemps à optimiser le calendrier des séances du Conseil consacrées au dossier chimique syrien. Nous jugeons qu'il est largement suffisant d'examiner la question une fois tous les trimestres. À cet égard, l'utilité de la séance d'aujourd'hui est très discutable. La délégation des États-Unis, qui a insisté pour qu'elle figure au programme de travail, n'a pas donné d'explication convaincante.

Le dernier rapport (voir S/2023/926) du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Fernando Arias, sur l'application de la résolution 2118 (2013), un de plus, n'est pas très différent des précédents. Parmi les changements, on peut noter la référence à la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe d'évaluation de la déclaration initiale et la République arabe syrienne. Nos collègues occidentaux reprochaient depuis quelque temps à Damas leur propre incapacité à faire en sorte qu'elle ait lieu. Nous ne nous faisons toutefois pas d'illusions, sachant d'avance que cela n'aurait pas la moindre incidence sur la tonalité des déclarations des États-Unis et de leurs alliés aujourd'hui, étant donné que les mensonges anciens ou plus récents sur l'implication des autorités syriennes dans des incidents chimiques sur leur propre sol sont la seule matière dont ils disposent pour tenter de justifier leurs manœuvres visant à maintenir artificiellement l'attention du Conseil sur le sujet.

Nul n'ignore que l'OIAC et son secrétariat technique ne sont rien de plus, depuis bien longtemps, qu'une arme docile entre les mains d'un groupe d'États occidentaux, qui doivent maintenant préparer le terrain pour de nouvelles décisions hostiles à la Syrie. D'où l'adoption, à la vingt-huitième session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques (CIAC), tenue à La Haye du 27 novembre au 1^{er} décembre, d'une recommandation tendant à prendre des mesures collectives contre Damas pour empêcher la fourniture à la Syrie des produits chimiques, équipements à double usage et technologies visés à l'annexe du document S/2006/853, en date du 7 novembre 2006. Cette décision ne peut être décrite autrement que comme relevant d'un arbitraire flagrant. Il est révélateur que seuls 65 pays sur les 194 membres que compte l'OIAC aient souhaité s'y associer. Cela jette un éclairage édifiant sur la crise causée au sein de l'organisation par les agissements de pays occidentaux en proie à une hystérie antisyrilienne et antirusse.

Par leurs actions, ils ont également porté un coup à la Charte des Nations Unies. En effet, dans leur insistance pour l'adoption de mesures collectives au titre de l'article XII de la CIAC, ils omettent simplement le fait que l'article en question prévoit la possibilité d'adopter des mesures collectives à la condition expresse qu'elles soient conformes au droit international. Or, aux termes du Chapitre VII de la Charte, la décision d'interrompre complètement ou partiellement les relations économiques avec un pays est la prérogative exclusive du Conseil de sécurité. L'OIAC n'est pas investie d'un tel mandat. En outre, les sanctions imposées par le Conseil ne visent pas

à étrangler économiquement un pays défavorisé, comme les néocolonialistes occidentaux semblent le penser. Elles constituent plutôt un outil auxiliaire au service d'un but précis : le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La décision de la Conférence des États parties ne sert pas et ne peut pas servir ce but. De quoi s'agit-il alors, sinon d'une nouvelle tentative de remplacer les normes du droit international par certaines règles spécialement adaptées à un petit groupe d'États et profitables à eux seuls ?

Les ennemis de la Syrie à l'OIAC proposent d'utiliser le mécanisme imposant les sanctions les plus sévères, sans tenir compte du fait que nombre des substances figurant dans l'annexe du document de l'ONU sont activement utilisées dans les domaines de l'agriculture et de la médecine. Interdire leur approvisionnement entraînerait une nouvelle détérioration de la situation humanitaire déjà désastreuse en Syrie. En outre, la décision prévoit la possibilité pour les États parties à la Convention sur les armes chimiques d'imposer n'importe quelles autres restrictions à la Syrie dans ce domaine. Le Directeur général de l'OIAC s'est ainsi vu confier, en substance, le pouvoir de déterminer à l'avenir, à sa seule discrétion, les pays qui seraient en violation de la Convention. En somme, les pays occidentaux ont acquis un nouveau jouet antisyrilien avec lequel ils commenceront probablement à jouer à la séance d'aujourd'hui. La déclaration du représentant des États-Unis va dans ce sens.

À cet égard, je voudrais souligner que seul un nombre limité d'États antisyriliens croient aux insinuations selon lesquelles la Syrie aurait conservé ses capacités de guerre chimique. Comme nous le savons, Damas s'est pleinement conformé aux obligations qui lui incombent, en vertu de la résolution 2118 (2013), d'éliminer son programme de guerre chimique. Cela s'est fait sous le contrôle strict du Secrétariat technique de l'OIAC et avec une aide sans précédent des États parties, comme l'ont confirmé en 2016 des documents du Conseil exécutif de l'OIAC et de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques. Tout le reste ne relève que de la pure spéculation politique opportuniste.

Compte tenu de la crise profonde et générale que traverse l'OIAC, conséquence de sa politisation flagrante, c'est sans surprise qu'à l'occasion de la Conférence des États parties de l'OIAC, nous avons assisté à une mise en scène où les rôles étaient attribués à l'avance et dont l'objectif était d'empêcher la réélection de la Russie au Conseil exécutif. Je n'entrerai pas dans les détails. Je dirai simplement que de telles actions portent gravement atteinte à la procédure de consensus prévue par la

Convention pour la désignation des candidats, et que ceux qui ont organisé cette mise en scène ont fait un pas de plus vers la destruction définitive de cette organisation qui faisait jadis autorité.

Nous pourrions citer de nombreux autres faits peu flatteurs pour l'OIAC aujourd'hui et évoquer les activités de l'Équipe d'enquête et d'identification illégitime. Je vais cependant faire gagner du temps au Conseil, ainsi qu'à moi-même, car, d'une part, je ne veux pas répéter des choses évidentes et, d'autre part, je ne vois pas l'intérêt de gaspiller ma salive face à ceux qui peaufinent depuis longtemps leurs déclarations antisyriennes et antirusse et qui ont l'intention de poursuivre leur mise en scène honteuse et mensongère, laquelle est préjudiciable à l'OIAC. Cela ne ferait pas plus de sens que les affirmations de nos collègues américains selon lesquelles personne ne déploie plus d'efforts qu'eux pour aider les habitants de Gaza, qui est détruite par Israël avec leur aide et leur consentement silencieux. Je profiterai plutôt du fait qu'il s'agit probablement de la dernière séance publique du Conseil de sécurité cette année, malgré le vote, pour remercier l'Albanie, le Brésil, le Gabon, le Ghana et les Émirats arabes unis, qui quittent le Conseil, et pour souhaiter la bienvenue à l'Algérie, au Guyana, à la République de Corée, à la Slovaquie et à la Sierra Leone, qui rejoignent le Conseil pour une période de deux ans.

M. Iriya (Japon) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie l'Équateur d'avoir convoqué la séance d'information d'aujourd'hui, dans la mesure où le Conseil n'a pas réussi à débattre de ce dossier important depuis nos dernières discussions en septembre (voir S/PV.9411). Je remercie également le Haut-Représentant adjoint, M. Ebo, de son exposé.

L'emploi d'armes chimiques ne saurait être toléré, quels qu'en soient le lieu, le moment, l'auteur et les circonstances. Nous avons pour responsabilité partagée de demander des comptes aux personnes qui emploient des armes chimiques et de rendre justice aux victimes. Aucun membre du Conseil ne devrait offrir l'asile aux auteurs d'actes barbares et inhumains commis contre leur propre peuple.

Le Japon salue le travail professionnel, impartial et indépendant mené par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Nous nous opposons fermement à toute tentative de remettre en cause son travail inestimable. L'emploi d'armes chimiques par la Syrie continue de faire peser une menace évidente sur la paix et la sécurité internationales. Nous sommes gravement préoccupés par la persistance des contradictions, des

lacunes et des incohérences dans la déclaration initiale et les déclarations ultérieures de la Syrie, comme le confirme une fois de plus le Directeur général de l'OIAC dans son dernier rapport mensuel (voir S/2023/926).

Le 30 novembre, à La Haye, la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques a clairement exprimé sa position, décidant que le fait que la Syrie continuait de détenir et d'employer des armes chimiques et qu'elle ne procédait pas à la destruction de toutes ses armes chimiques non déclarées et de ses installations de production portait gravement atteinte à l'objet et à la finalité de la Convention. La Syrie doit à nouveau se conformer pleinement aux obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur les armes chimiques et de la résolution 2118 (2013).

Nous prenons acte des résultats de la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe d'évaluation des déclarations de l'OIAC et l'autorité nationale syrienne, qui s'est finalement tenue à Damas plus de deux ans et demi après la dernière série de consultations. La Syrie doit poursuivre sa collaboration et sa coopération de bonne foi avec le Secrétariat technique de l'OIAC afin de régler toutes les questions en suspens. Nous sommes en particulier très préoccupés par la présence récemment signalée d'agents de guerre chimique non déclarés, qui ont été découverts sur deux sites en Syrie au cours des activités limitées menées dans le pays en avril. La République arabe syrienne doit s'attaquer en priorité à cette question inquiétante.

Le Japon renouvelle son soutien sans faille aux efforts déployés par l'OIAC et son secrétariat technique pour amener les responsables de l'emploi d'armes chimiques à répondre de leurs actes. Nous continuons d'exhorter le Gouvernement syrien à déclarer et à éliminer l'ensemble de son programme d'armes chimiques afin d'empêcher qu'il soit de nouveau fait recours à de telles armes en Syrie. Le Japon est d'avis que le Conseil doit rester régulièrement saisi de la question.

M^{me} Alameri (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Avant toute chose, je remercie M. Adedeji Ebo de son exposé de ce jour.

Je tiens à réaffirmer la position ferme des Émirats arabes unis, qui rejettent et condamnent expressément l'emploi d'armes chimiques, quels qu'en soient le lieu, l'auteur ou les circonstances. Leur emploi constitue une violation flagrante des dispositions de la Convention sur les armes chimiques et du droit international.

Dans le contexte du présent débat, je concentrerai ma déclaration sur les points suivants.

Premièrement, mon pays se félicite de la tenue de la vingt-cinquième série de consultations tenues à Damas, ainsi que des discussions qui sont actuellement menées entre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et la Syrie sur toutes les questions en suspens. Le maintien du dialogue entre les deux parties demeure essentiel pour progresser dans ce dossier.

Deuxièmement, il est indispensable de préserver le caractère technique et le principe de consensus de l'OIAC afin de veiller à ce que les dossiers ne soient pas politisés. Nous rappelons que la récente décision adoptée à la vingt-huitième session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques est sans précédent. Elle ne contribuera pas à régler les questions en suspens et aura des conséquences sur la situation humanitaire déjà bien dégradée en Syrie, notamment en ce qui concerne l'interdiction des produits chimiques et des équipements à double usage qui sont essentiels dans les domaines médical et pharmaceutique, ainsi qu'à d'autres fins pacifiques. Cette approche entravera également les progrès réalisés par l'OIAC et la Syrie pour rétablir la confiance et trouver une formule pratique commune.

Troisièmement, comme nous l'avons mentionné précédemment, les menaces de terrorisme chimique ne sauraient être négligées, d'autant plus que Daech continue de mener ses attaques en Syrie. La menace du terrorisme chimique émanant de Daech constitue un risque grave pour la sécurité et la stabilité de la région, une préoccupation confirmée dans le récent rapport de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Enfin, nous exprimons notre profonde inquiétude face aux informations faisant état de l'emploi, par Israël, de phosphore blanc comme arme incendiaire à Gaza et au Liban. Cette arme est interdite au niveau international par la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adoptée en 1980 à Genève. Le phosphore blanc expose les civils à des risques de blessures graves et à long terme. L'emploi de phosphore blanc contre des civils soulève de sérieuses questions quant au respect du droit international humanitaire et doit faire l'objet d'une enquête.

Pour terminer, étant donné qu'il s'agit de la dernière séance sur ce sujet à laquelle les Émirats arabes unis participeront durant leur mandat, je voudrais réaffirmer l'importance de réaliser des progrès sur le dossier des armes chimiques en Syrie, ainsi que sur tous les dossiers liés au règlement de la crise syrienne.

M. Spasse (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ebo de son exposé.

Il y a 10 ans, la République arabe syrienne a adhéré à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. La Syrie s'est engagée à coopérer avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) dans l'accomplissement de toutes ses fonctions. En conséquence, 10 ans plus tard, la Syrie devrait avoir détruit ses armes chimiques et ses installations de fabrication d'armes chimiques. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Plusieurs rapports internationaux ont établi que des armes chimiques ont été employées en Syrie depuis l'adhésion de ce pays à la Convention. Les auteurs qui ont été identifiés doivent être amenés à rendre des comptes. Selon la note du Secrétariat technique de l'OIAC, datée du 27 septembre 2023, la Syrie continue de refuser de coopérer pleinement avec la communauté internationale en ce qui concerne son programme d'armes chimiques. Les déclarations des autorités nationales syriennes présentent plusieurs lacunes, incohérences et disparités. Vingt des 24 questions en suspens soulevées par le Secrétariat technique n'ont toujours pas été résolues. Ces questions en suspens non résolues concernent, sur le fond, des quantités non vérifiées d'armes chimiques, la fabrication non déclarée d'armes chimiques et des armes chimiques non déclarées, notamment du chlore et du sarin, qui ont été utilisées pour commettre des attaques chimiques.

Tout cela suscite de vives inquiétudes au sujet de l'existence potentielle de stocks d'armes chimiques non déclarés, ainsi que d'activités et d'installations non déclarées relatives aux armes chimiques. Nous nous félicitons de la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe d'évaluation des déclarations et l'autorité nationale syrienne, qui s'est déroulée au début du mois de novembre à Damas, comme l'a confirmé le 122^e rapport mensuel du Directeur général de l'OIAC. Nous demeurons préoccupés par le résultat de l'analyse des échantillons prélevés par l'Équipe d'évaluation des déclarations sur deux sites au cours des activités limitées dans le pays qui ont eu lieu en avril de cette année. Ces résultats ont révélé

la présence d'indicateurs de plusieurs agents de guerre chimique non déclarés sur deux sites.

Nous appelons la Syrie à fournir toutes les informations pertinentes concernant les armes chimiques et les activités connexes. Nous appuyons pleinement l'action menée par l'OIAC, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales à cet égard. Nous pensons que l'Accord tripartite conclu entre l'OIAC, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et la République arabe syrienne doit être à nouveau prorogé. Il est temps que la Syrie comprenne qu'elle doit déclarer et détruire intégralement ses programmes d'armes chimiques de manière transparente et vérifiable. Elle doit coopérer pleinement avec l'OIAC, conformément à la résolution 2118 (2013).

Étant donné qu'il s'agit de la dernière séance au cours de laquelle l'Albanie prendra la parole sur ce dossier, nous soulignons qu'il importe que le Conseil de sécurité assume la responsabilité de faire appliquer ses résolutions et, dans ce contexte, ces séances périodiques demeurent une nécessité. Pour terminer, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous exprimer la gratitude de l'Albanie pour la manière dont l'Équateur a présidé les travaux complexes du Conseil de sécurité au cours du mois de décembre.

M. Sun Zhiqiang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie M. Ebo, Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, de son exposé.

Nous nous opposons fermement à l'emploi d'armes chimiques par qui que ce soit, quelles que soient les circonstances et à quelque fin que ce soit, et nous espérons que notre monde sera débarrassé des armes chimiques dès que possible. La Chine a toujours appelé à régler par le dialogue et la concertation toutes les questions en suspens concernant la déclaration initiale de la Syrie relative aux armes chimiques.

Nous nous félicitons de la tenue, au début du mois dernier, de la vingt-cinquième série de consultations techniques entre le Gouvernement syrien et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Nous encourageons le Gouvernement syrien et le Secrétariat technique à renforcer leur communication et à travailler ensemble, et à faire les compromis nécessaires sur la base du respect mutuel et de la coopération et sur un pied d'égalité, en vue de régler conjointement les questions en suspens à une date rapprochée. Les parties extérieures doivent s'employer efficacement à maintenir la dynamique positive et la coopération entre les deux parties.

Les enquêtes de l'OIAC et les efforts visant à établir les responsabilités pour l'emploi présumé d'armes chimiques doivent être menés dans le strict respect des dispositions de la Convention sur les armes chimiques et des annexes sur la vérification pertinentes afin de garantir le respect des procédures, de se fonder sur des preuves fiables et de tirer des conclusions crédibles. Nous espérons que le Directeur général et le Secrétariat technique déploieront des efforts tangibles pour préserver les attributs techniques de l'OIAC.

La Chine a toujours soutenu que le Conseil devait réduire la fréquence de ses débats sur cette question afin d'économiser efficacement ses ressources et d'accroître son efficacité. Nous espérons que les membres du Conseil parviendront à un accord formel à cet égard dès que possible.

M. Phipps (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Alors qu'il s'agit de la dernière séance publique au programme pour ce mois, qu'il me soit permis de m'associer aux autres orateurs et oratrices pour vous féliciter, Monsieur le Président, pour la manière dont vous et votre équipe avez mené votre présidence ce mois-ci. Je voudrais également remercier le Directeur du Bureau des affaires de désarmement, M. Ebo, comme toujours, de son exposé détaillé, et exprimer ma gratitude au Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pour son 122^e rapport et, plus généralement, à l'OIAC pour l'action essentielle qu'elle continue de mener pour faire respecter la Convention sur les armes chimiques.

Contrairement aux attentes du représentant de la délégation russe, le Royaume-Uni se félicite de la vingt-cinquième série de consultations entre l'OIAC et la Syrie, qui s'est déroulée le mois dernier à Damas. Nous félicitons l'Équipe d'évaluation des déclarations de l'OIAC de son travail acharné en vue de réduire les disparités recensées dans la déclaration de la Syrie. Toutefois, il importe que nous soyons clairs : cette concession limitée ne remédie pas au non-respect de longue date par la Syrie de la Convention sur les armes chimiques. Le régime syrien a constamment fait obstruction aux travaux de l'OIAC, en refusant d'accorder des visas et en insistant sur des conditions inacceptables.

L'Équipe d'évaluation des déclarations a bien entendu le droit de bénéficier d'un accès total et sans entrave pour inspecter tous les sites en Syrie, et pas seulement de mener les activités limitées dans le pays qui ont eu lieu cette année. Et comme l'a indiqué le Directeur Ebo, les échantillons prélevés par l'Équipe d'évaluation des déclarations sur deux sites en avril dernier ont révélé

d'autres problèmes concernant la déclaration par la Syrie de ses stocks d'armes chimiques. En plus d'entamer le peu de confiance que nous avons dans la déclaration de la Syrie, cela démontre clairement le mépris persistant de la Syrie pour la Convention sur les armes chimiques et pour les principes que nous défendons presque tous autour de cette table.

Comme nous l'avons déjà dit à maintes reprises, les questions en suspens concernant la déclaration de la Syrie relative aux armes chimiques ne sont pas purement théoriques. Elles concernent notamment l'emplacement de centaines de tonnes d'agents d'armes chimiques et de milliers de munitions. Les armes chimiques de la Syrie continueront de représenter une menace pour la paix et la sécurité internationales tant que son programme d'armes chimiques n'aura pas été détruit entièrement et de manière vérifiable.

Aussi nous félicitons-nous de la décision prise en novembre par la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques. Cette nouvelle décision renforcera la coopération entre les États parties dans la lutte contre la menace mondiale que représente le non-respect de la Convention par le régime syrien, en particulier grâce à l'adoption de mesures concrètes pour empêcher le transfert de produits chimiques toxiques et de matériaux nécessaires à la fabrication d'armes chimiques vers la Syrie jusqu'à ce que celle-ci respecte pleinement les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur les armes chimiques.

L'absence de progrès sur ce dossier n'est pas une raison pour relâcher l'attention que nous lui accordons. Au contraire, c'est cette absence de progrès qui oblige le Conseil à rester saisi de la question. Dix ans après son adoption, les dispositions de la résolution 2118 (2013) n'ont pas été respectées. Les questions en suspens concernant la déclaration de la Syrie ne sont pas résolues. En outre, des enquêtes internationales indépendantes ont révélé que le régime syrien était responsable d'au moins neuf attaques à l'arme chimique contre son peuple. Nous devons aux milliers de victimes d'attaques à l'arme chimique en Syrie et ailleurs de poursuivre notre action jusqu'à ce que les armes chimiques de la Syrie ne représentent plus une menace pour la paix et la sécurité internationales.

M. Carpenter (Suisse) : J'aimerais également remercier M. Adedeji Ebo, Directeur du Bureau des affaires de désarmement et Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, pour sa présentation.

Nous prenons note du fait que la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe d'évaluation des déclarations de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et les autorités syriennes ait eu lieu à Damas en novembre, pour la première fois depuis avril 2021. Il s'agit en effet d'une obligation de la Syrie de fournir un accès immédiat et sans entrave à toutes les équipes de l'OIAC, y inclus pour les inspections de tous les sites. Nous espérons donc que ces consultations marqueront un jalon dans l'établissement d'une coopération pleine et entière entre la Syrie et l'OIAC.

La Syrie doit notamment encore fournir des réponses sur les 20 points demeurés en suspens dans sa déclaration initiale. Ces réponses sont l'une des conditions pour que la Syrie retrouve la jouissance de ses droits et privilèges dans le cadre de la Convention sur les armes chimiques.

Nous sommes en particulier préoccupés par les rapports de l'OIAC concernant l'analyse des échantillons prélevés au cours des activités limitées dans le pays en avril 2023. Ils ont révélé la présence d'indicateurs de plusieurs agents de guerre chimiques non déclarés, sur les deux sites. Si nous pouvons noter de manière positive que les consultations en novembre ont donné lieu à un échange écrit sur la présence de ces agents de guerre chimiques non déclarés, nous avons hâte de prendre connaissance, dans les prochains rapports, des analyses menées à ce sujet.

Nous condamnons l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit et quelles que soient les circonstances. Au cours de ces 10 dernières années, les obligations découlant de la Convention ont été violées à plusieurs reprises, et quelque 25 attaques chimiques documentées par l'ONU et l'OIAC ont eu lieu en Syrie. Les missions et mécanismes de ces organisations ont conclu qu'il y a des motifs raisonnables de croire que neuf de ces attaques sont attribuables au Gouvernement syrien. La Suisse tient ici à réaffirmer une nouvelle fois son entière confiance en l'OIAC et toutes ses missions.

Depuis l'adoption de la résolution 2118 (2013), les séances régulières du Conseil ont servi à rappeler un enjeu central : prévenir la mise au point, la fabrication, le stockage, la conservation, le transfert et l'emploi des armes chimiques, et assurer leur destruction.

Ceux qui emploient des armes chimiques en Syrie, comme partout ailleurs, doivent être traduits en justice ; leur impunité est inacceptable. À cet égard, nous saluons la coopération formelle entre l'OIAC et le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter

les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Elle constitue un rouage essentiel vers l'application de la résolution 2118 (2013) du Conseil, pour le respect du droit international et pour la lutte contre l'impunité.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration conjointe au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité.

Nous remercions M. Adedeji Ebo, Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, de son exposé. Nous saluons la participation à la présente séance des représentants de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran et de la représentante de la République de Türkiye.

Nous nous félicitons de la publication du 122e rapport mensuel de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (voir S/2023/920), ainsi que de la présentation du 119e rapport de la République arabe syrienne.

Pour commencer, les trois membres africains du Conseil réaffirment leur attachement ferme aux principes et normes établis qui interdisent l'emploi d'armes chimiques, et continuent d'appuyer tous les efforts visant à mettre un terme à leurs fabrication, stockage et utilisation. Nous renouvelons notre appui inébranlable aux travaux menés par l'OIAC, principal organe chargé de veiller à l'élimination complète et vérifiée du programme d'armes chimiques en Syrie.

Alors que nous attendons les conclusions de la vingt-cinquième série de consultations entre la République arabe syrienne et l'Équipe d'évaluation des déclarations, tenues au début du mois de novembre, nous espérons qu'elles auront permis d'ouvrir un nouveau chapitre de coopération constructive entre les deux parties pour relancer la dynamique nécessaire et accélérer le processus visant à résoudre toutes les questions en suspens, conformément à la résolution 2118 (2013).

Les trois membres africains du Conseil exhortent les deux parties à faire fond sur les faits encourageants survenus récemment pour donner un nouveau souffle aux progrès et confirmer sans plus de délai l'élimination complète et vérifiable de tout le programme d'armes chimiques de la Syrie. Nous exhortons les deux parties à aplanir leurs divergences de manière mutuelle et opportune, pour faire avancer les processus.

Nous encourageons également la République arabe syrienne à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de la résolution 2118 (2013) et de la Convention sur les armes chimiques. Compte tenu des diverses crises auxquelles se heurte la République arabe syrienne, nous sommes d'avis qu'une résolution rapide et satisfaisante des questions relatives au programme d'armes chimiques du pays peut contribuer à réorienter les efforts internationaux vers le règlement des problèmes politiques et humanitaires auxquels est confronté le peuple syrien.

En raison de la menace grave et sérieuse que les armes chimiques font peser sur la paix et la sécurité internationales, nous tous, membres de la communauté internationale, devons nous montrer à la hauteur de la responsabilité qui nous incombe de protéger l'humanité contre ces armes. Nous ne pouvons le faire en l'absence d'un engagement commun à promouvoir le strict respect des instruments internationaux qui interdisent l'emploi d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit et quelles que soient les circonstances. À cet égard, en tant que pays du continent africain, représenté à titre permanent au Conseil, nous continuerons d'appuyer les efforts déployés par l'OIAC pour régler de manière professionnelle les questions liées au programme d'armes chimiques de la Syrie.

Nous exhortons toutes les parties prenantes à faire preuve d'un engagement sans faille en faveur du règlement de toutes les questions en suspens, afin d'éviter que ne subsistent des doutes sur la fabrication et l'emploi éventuel d'armes chimiques en Syrie. Nous insistons sur la nécessité d'une solution définitive aux questions liées au programme d'armes chimiques de la Syrie et réaffirmons notre appui constant à la résolution 2118 (2013).

Puisqu'il s'agit de la dernière séance publique du Conseil de sécurité ce mois, nous saisissons l'occasion de féliciter l'Équateur de sa présidence réussie.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Comme il s'agit de la dernière séance officielle du Conseil de sécurité prévue ce mois, je m'associe aux autres orateurs pour vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que toute votre équipe, de votre présidence particulièrement réussie du mois de décembre.

Nous remercions le Directeur Ebo de son exposé. Nous nous félicitons de la tenue de la séance d'aujourd'hui. Nous restons fermement convaincus que le Conseil doit continuer d'examiner régulièrement cette question importante, comme le prévoit la résolution 2118 (2013).

Selon les enquêtes indépendantes de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et les enquêtes menées conjointement par l'ONU et l'OIAC, le régime syrien a utilisé à neuf reprises des armes chimiques contre sa propre population. C'est inconcevable. Malte condamne fermement ces attaques. L'emploi d'armes chimiques par quiconque et quelles que soient les circonstances est répréhensible et absolument contraire aux normes et principes juridiques de la communauté internationale.

Avec la résolution 2118 (2013), le Conseil a établi à l'unanimité que les responsables de l'emploi d'armes chimiques doivent répondre de leurs actes. Garantir l'application du principe de responsabilité pour ces actes revient à garantir l'application de la justice. C'est ce qu'il convient de faire. Cette décision traduit notre détermination à empêcher que de tels actes ne se reproduisent. Il est de notre devoir et de notre responsabilité, en tant que membres du Conseil, d'œuvrer dans ce sens.

Dix ans après avoir adhéré à la Convention sur les armes chimiques, la Syrie n'a toujours ni déclaré ni détruit tous ses stocks d'armes chimiques. C'est inacceptable.

Les deux derniers rapports de l'OIAC (voir S/2023/926 et S/2023/920) révèlent une évolution inquiétante. Les analyses des échantillons prélevés par l'Équipe d'évaluation des déclarations pendant son déploiement limité dans le pays en avril ont révélé « la présence d'indicateurs de plusieurs agents de guerre chimique non déclarés sur deux sites » (S/2023/920, *annexe, par. 13*). De plus, la République arabe syrienne n'a pas fourni d'explication au Secrétariat technique dans les délais impartis et a soumis la note verbale correspondante plus d'un mois plus tard, le 23 novembre. Cette situation est extrêmement préoccupante. Nous attendons avec intérêt la traduction et l'analyse de ces explications par le Secrétariat technique.

En septembre, le Secrétariat technique de l'OIAC a publié une note dans laquelle il rappelait que les questions en suspens non résolues dans la déclaration initiale de la Syrie demeurent une source de vive préoccupation. Il y affirmait aussi que ces questions peuvent laisser soupçonner des activités et stocks non déclarés dans le pays. Malheureusement, il semble que ces inquiétudes étaient fondées.

Nous prenons note de la tenue, sans condition, de la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe d'évaluation des déclarations et l'autorité nationale syrienne, entre le 30 octobre et le 5 novembre. C'est une mesure positive. Dans le même temps, nous exhortons la

République arabe syrienne à continuer de coopérer avec le Secrétariat technique et à soumettre tous les documents demandés afin de clore toutes les questions en suspens concernant sa déclaration initiale. Comme l'indique le rapport de l'OIAC (voir S/2023/920), la déclaration ne peut toujours pas être considérée comme exacte et complète au regard de la Convention sur les armes chimiques et de la résolution 2118 (2013). L'absence de progrès sur ce front est déplorable et la Syrie en porte l'entière responsabilité.

Pour terminer, nous réaffirmons notre plein soutien au Secrétariat technique de l'OIAC et à ses équipes. Ils s'acquittent de leur mandat en toute indépendance et impartialité, dans le respect des normes internationales. L'OIAC joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'interdiction mondiale des armes chimiques et la garantie de l'élimination complète de toutes les armes chimiques en Syrie.

M^{me} Paolini (France) : Je remercie M. Ebo pour son exposé. Je profite aussi de cette occasion pour féliciter l'Équateur pour sa présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci.

Plus de 10 ans se sont écoulés depuis l'adhésion de la Syrie à la Convention sur les armes chimiques (CIAC). Plus de 10 ans après, la Syrie ne respecte toujours pas les obligations qu'elle a contractées en rejoignant cet instrument. Elle ne se conforme pas davantage à la résolution 2118 (2013). La Syrie a employé des armes chimiques contre sa propre population, y compris après son adhésion à la CIAC. Des rapports indépendants du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de l'Organisation des Nations Unies l'ont documenté à neuf reprises.

L'emploi d'armes chimiques, des armes de destruction massive, contre des populations civiles constitue un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Des faits d'une telle gravité ne doivent pas rester impunis. À cet égard, la France continuera de soutenir, avec ses partenaires, les travaux visant à établir les faits, à identifier les responsables d'emploi d'armes chimiques et à permettre qu'ils répondent de leurs actes.

En outre, le régime syrien ne fait toujours pas preuve de la transparence indispensable sur l'état de ses stocks d'armes chimiques et sur ses installations de fabrication. Sa déclaration nationale sur le sujet demeure lacunaire. En octobre dernier, après plus de deux ans de délai et d'obstruction de la part de la Syrie, un vingt-cinquième cycle de consultations s'est tenu entre les

autorités syriennes et l'équipe du Secrétariat technique de l'OIAC chargée d'évaluer la déclaration initiale.

Les questions soulevées par cette déclaration n'ont cependant pas été résolues. Dans son dernier rapport diffusé en novembre (voir S/2023/920), le Directeur général de l'OIAC souligne que la déclaration de la Syrie ne peut toujours pas être considérée comme exacte et complète, au regard des exigences de la CIAC et de la résolution 2118 (2013). Nous réaffirmons notre soutien aux équipes du Secrétariat technique, et nous appelons de nouveau le régime syrien à coopérer pleinement avec celles-ci. La Syrie doit se conformer à ses obligations au titre de la CIAC si elle souhaite recouvrer ses droits et privilèges en tant qu'État partie, qui ont été suspendus en 2021 du fait de ses violations répétées de la Convention.

Au regard du manque de coopération persistant de la Syrie avec l'OIAC, nous saluons la décision adoptée par la vingt-huitième session de la Conférence des États parties à la CIAC pour appeler les États à prendre des mesures collectives afin d'empêcher le transfert vers la Syrie de produits chimiques toxiques, de leurs précurseurs et de matériel de fabrication de produits chimiques à double usage.

La détention et l'emploi d'armes chimiques par la Syrie continuent de constituer une menace pour la paix, la sécurité et l'architecture de non-prolifération. Ces menaces continuent de nécessiter une vigilance accrue du Conseil, et la France maintiendra son engagement sur ce sujet avec ses partenaires.

M. França Danese (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ebo de son exposé et salue la participation des représentants de la Syrie et de l'Iran et de la représentante de la Türkiye à la présente séance.

La séance d'aujourd'hui a lieu après l'adoption, le 30 novembre, de la décision C-28/DEC.12 par la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques. La décision en question a été adoptée à l'issue d'un vote très controversé, au cours duquel la majorité des États ont voté contre la décision ou choisi de s'abstenir ou de ne pas être présents. Ce résultat montre clairement que la décision n'a pas bénéficié d'un large soutien. Cette décision n'a pas fait l'objet de consultations ou de négociations préalables, ni d'une décision préalable du Conseil exécutif, ce qui constitue un contournement manifeste de son mandat. Il s'agit là d'une nouvelle étape dangereuse dans la détérioration du soutien apporté à une organisation qui reposait autrefois sur le consensus.

Le Brésil s'est abstenu dans le vote sur cette décision, car il est convaincu qu'elle est contraire au mandat de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et aux efforts que nous déployons pour renforcer la crédibilité de cette organisation. Le résultat du vote indique également que notre préoccupation est partagée par un nombre croissant d'États et mérite une réflexion sérieuse.

L'OIAC est actuellement confrontée à une crise de crédibilité, comme en témoignent les questions récurrentes soulevées par les activités d'inspection menées en Syrie. Nous sommes convaincus que ces questions doivent être traitées correctement et sans équivoque par l'OIAC, en vue de rompre le cycle actuel de polémiques contre-productives et de préserver la crédibilité de l'organisation. Tout au long de cette année, le Brésil a fait des propositions concrètes en ce sens au sein des organes de décision de l'OIAC, propositions qui, jusqu'à présent, n'ont pas été prises en compte.

Nous regrettons profondément qu'au lieu de traiter ces questions, la décision contribuera à alimenter la méfiance et à creuser le fossé qui sépare les membres de l'organisation. L'OIAC est un élément essentiel de l'architecture de désarmement, et pour préserver sa crédibilité, il faut que l'ensemble de ses 193 États membres lui maintiennent un large soutien, et que ses activités techniques soient à l'abri des interférences politiques. Comme on le dit souvent des juges, il ne suffit pas d'être impartial : l'OIAC doit aussi être perçue comme telle.

Nous réaffirmons que les travaux de l'OIAC visant à établir la vérité factuelle sur les incidents liés à l'utilisation d'armes chimiques doivent être menés avec un engagement sans équivoque en faveur de la transparence, de l'impartialité et de la rigueur technique. C'est sur cette seule base que le Conseil de sécurité pourra lui donner compétence pour s'acquitter de cette tâche. Les appels répétés en faveur d'enquêtes ou de procédures pénales avant l'attribution des responsabilités par le Conseil nous éloignent, au lieu de nous rapprocher, d'une véritable application du principe de responsabilité et du règlement du dossier. Le renforcement de la coopération entre la Syrie et le Secrétariat technique de l'OIAC reste notre meilleur espoir de clore le dossier chimique syrien et de prévenir et dissuader toute utilisation future de ces armes.

Le Brésil condamne une nouvelle fois l'emploi ou la menace d'armes chimiques, où que ce soit, par qui que ce soit et dans quelques circonstances que ce soit. Tout recours à de telles armes représente une menace grave pour la paix et la sécurité internationales et une violation

abjecte du droit international, ainsi que de toutes les normes morales et éthiques universelles.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Équateur.

Je commencerai par remercier M. Adedeji Ebo, Directeur du Bureau des affaires de désarmement et Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, de son exposé instructif.

Nous saluons les efforts déployés par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pour fournir des informations détaillées et indépendantes sur l'élimination complète et vérifiable des armes chimiques en République arabe syrienne.

L'Équateur salue également les efforts résolus consentis par l'Équipe d'évaluation des déclarations du Secrétariat technique de l'OIAC pour clarifier toutes les questions en suspens liées à la déclaration initiale de la République arabe syrienne et à ses déclarations ultérieures. À cet égard, nous nous félicitons de la tenue de la vingt-cinquième série de consultations entre l'Équipe d'évaluation des déclarations et l'autorité nationale syrienne, qui s'est déroulée à Damas du 30 octobre au 5 novembre. Nous sommes fermement convaincus que le dialogue de bonne foi et la collaboration sont les meilleurs mécanismes pour obtenir des résultats positifs sur cette question.

Nous sommes toutefois préoccupés par le résultat de l'analyse des échantillons prélevés par l'Équipe d'évaluation des déclarations en avril dernier, qui pourrait indiquer des activités non déclarées sur les sites où ils ont été prélevés. Nous attendons le rapport du Secrétariat technique sur ces faits.

Nous exhortons la République arabe syrienne à continuer de coopérer avec l'OIAC et ses équipes techniques et de s'acquitter résolument de toutes ses obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques et des résolutions du Conseil, y compris la résolution 2118 (2013). Comme notre délégation l'a mentionné à d'autres occasions, tout cas d'utilisation d'armes chimiques doit être traité en toute transparence et faire l'objet d'enquêtes approfondies, conformément aux dispositions de la Convention. Nous réaffirmons notre rejet de la fabrication et du stockage des armes chimiques et notre ferme condamnation de leur emploi par quiconque, contre quiconque, quels que soient le lieu et les circonstances.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Dandy (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Il ne fait aucun doute que le dixième anniversaire de l'adhésion de la Syrie à la Convention sur les armes chimiques (CIAC) est l'occasion d'évaluer ce qui a été réellement et objectivement réalisé, sans politisation. Cependant, les déclarations hostiles faites aujourd'hui par les représentants de certains pays occidentaux donnent une image déformée de la réalité et de la vérité, passant complètement sous silence toutes les formes de coopération sérieuse auxquelles mon pays a participé au cours des 10 dernières années avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et ses équipes techniques, et ce, avant même l'entrée en vigueur de la Convention. Cette coopération a abouti à la destruction réussie et vérifiée de la totalité de notre stock de produits chimiques et de nos installations de fabrication.

Ma délégation rejette avec la plus grande fermeté les mensonges, les distorsions des faits et les allégations contenues dans les déclarations faites aujourd'hui par les représentants de certains pays occidentaux. Nous réaffirmons que la Syrie a honoré toutes les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur les armes chimiques, qu'elle a détruit l'intégralité de son stock de produits chimiques, que le programme chimique appartient désormais au passé et que l'affaire est close pour mon pays.

À la suite d'intenses pressions moralement et politiquement inacceptables exercées notamment par les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, une petite minorité des pays de la Conférence des États parties à l'OIAC ont voté pour l'adoption de mesures malveillantes contre la Syrie, qui a strictement respecté les dispositions de la Convention. Cette décision est une tentative de légitimer les mesures coercitives unilatérales inhumaines imposées par les pays occidentaux à la Syrie, qui exacerberont les souffrances du peuple syrien, en particulier sur le plan humanitaire. Dans ce contexte, je rappelle que les mesures prévues par la résolution 2118 (2013) contreviennent aux dispositions de l'article XI de la CIAC, qui souligne que la Convention doit être mise en œuvre de manière à éviter d'entraver le développement économique et technologique des États parties et la coopération internationale en matière d'activités chimiques à des fins non interdites par la Convention.

Cette résolution notoire a marqué une étape dange-reuse dans l'action et l'avenir de l'OIAC, et elle accroît la polarisation et la politisation. Son adoption par un vote, contrairement à la pratique établie, révèle l'ampleur des dommages causés à l'OIAC par les pays occidentaux. L'adoption de la résolution 2118 (2013) soulève la question suivante : compte tenu de la politisation flagrante de ses travaux techniques, l'OIAC est-elle en mesure de mettre en œuvre le mandat prévu par la CIAC, et quelles en sont les garanties ?

Le problème de l'OIAC aujourd'hui n'est pas la Syrie. Il s'agit d'un problème beaucoup plus vaste. L'organisation s'est muée en une plateforme pour cibler les pays qui ne s'alignent pas sur les positions des pays occidentaux. La République arabe syrienne rejette cette résolution et considère qu'elle s'écarte du cadre de la CIAC, qui régit les travaux de l'OIAC, en particulier les mesures qui violent les dispositions du droit international et de la Charte des Nations Unies. La Syrie réaffirme que la résolution ne reflète que la position isolationniste des pays occidentaux et montre que le véritable objectif est d'obtenir ce que les pays occidentaux ont été incapables d'obtenir par leurs actes d'agression et leurs campagnes politiques ratées contre la Syrie au cours des 12 dernières années, y compris leur appui flagrant au terrorisme et leur invention de cas d'utilisation d'armes chimiques.

Cette position isolationniste a été adoptée alors que l'autorité nationale syrienne continuait de coopérer avec le Secrétariat technique de l'OIAC et obtenait les résultats suivants.

Premièrement, l'autorité nationale syrienne a présenté ses 118^e, 119^e, 120^e et 121^e rapports mensuels concernant les activités menées en Syrie au cours des derniers mois.

Deuxièmement, l'autorité nationale syrienne a facilité la tenue, du 1^{er} au 5 novembre, de la vingt-cinquième série de consultations avec l'Équipe d'évaluation des déclarations, ayant accueilli favorablement la tenue de cette série de consultations le jour même où le Secrétariat technique en a fait la demande. Je répète que nous avons accueilli favorablement la tenue de cette série de consultations dès le jour où nous avons reçu la demande de l'organiser. Il ne s'agissait pas d'une concession limitée, comme l'a décrit le représentant du Royaume-Uni. Au cours de la série de consultations, l'autorité nationale syrienne a fourni toute l'assistance nécessaire à l'Équipe et a coopéré avec cette dernière pour garantir le succès de la mission.

Troisièmement, l'autorité nationale syrienne a accepté de proroger de six mois supplémentaires l'accord tripartite entre la République arabe syrienne, le Secrétariat technique de l'OIAC et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, afin de faciliter les tâches et les activités que mène l'OIAC en Syrie.

Quatrièmement, l'autorité nationale syrienne a présenté tous les documents requis par le Secrétariat technique de l'OIAC concernant les matières à double usage que l'équipe d'inspection a pu voir au Centre d'études et de recherches scientifiques (CERS) lors de la neuvième série d'inspections. Elle poursuit également les discussions avec les employés du CERS et le Secrétariat technique afin d'apporter les clarifications nécessaires.

Cinquièmement, la République arabe syrienne a accueilli favorablement la conduite, par l'équipe du Secrétariat technique, de la dixième série d'inspections au CERS du 1^{er} au 6 décembre, la première pour l'année 2023. L'autorité nationale syrienne a mis à disposition toutes les installations et fourni toutes les informations nécessaires à la réussite de la mission de l'équipe. Nous attendons avec intérêt la remise de notre rapport final à l'équipe, qui devrait rendre compte de la coopération de la Syrie avec l'équipe et de ses efforts de facilitation.

La Syrie tient les pays occidentaux pour responsables des effets néfastes sur l'OIAC, aujourd'hui et à l'avenir, des décisions imposées à l'organisation qui accentuent les divisions et la polarisation. Mon pays demande au Secrétariat technique de respecter les dispositions de la CIAC, de procéder à un examen d'ensemble de son approche et de ses rapports, et de ne pas se laisser exploiter comme un outil au service des objectifs d'un groupe de pays.

La République arabe syrienne réaffirme qu'elle a mis en œuvre toutes ses obligations envers l'OIAC et souligne sa condamnation catégorique de l'emploi d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit, à tout moment et en toutes circonstances.

Pour terminer, je tiens à remercier sincèrement la délégation des Émirats arabes unis, pays frère, de sa coopération étroite et des efforts importants qu'elle a déployés au cours de son mandat en tant que membre du Conseil. Nous sommes tous convaincus que l'Algérie, pays frère et prochain membre arabe du Conseil, jouera également un rôle honorable.

Je tiens également à remercier les délégations brésilienne, gabonaise et ghanéenne des efforts qu'elles ont déployés au cours de leur mandat en tant que membres

du Conseil et d'avoir maintenu des positions conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies. Quant à la délégation albanaise, nous regrettons ses positions biaisées en faveur de l'Occident collectif et son empressement à suivre l'objectif politique hostile à mon pays de certains États occidentaux.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Ahmadi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre présidence efficace et couronnée de succès ce mois-ci.

Nous saluons la présence de M. Ebo, Directeur du Bureau des affaires de désarmement et Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, à la présente séance d'information.

En tant que principale victime de l'utilisation la plus systématique d'armes chimiques dans l'histoire contemporaine, la République islamique d'Iran condamne avec force toute utilisation de ces armes par qui que ce soit, où que ce soit, à tout moment et en toutes circonstances. De notre point de vue, la seule façon de prévenir l'utilisation d'armes chimiques est de les détruire complètement et de mettre en place des politiques visant à arrêter leur production. Nous insistons sur une mise en œuvre complète, efficace et non discriminatoire de la Convention sur les armes chimiques et sur le maintien de l'autorité de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Il faut éviter de politiser l'application de la Convention et d'utiliser l'OIAC à des fins politiques, car cela nuit gravement à l'autorité et à la crédibilité de cette organisation, ainsi qu'à celles de la Convention.

La Syrie, État partie qui respecte ses engagements et collabore avec l'OIAC, a été la cible de telles tentatives de la part de certains États parties. Nous félicitons le Gouvernement syrien pour son engagement à poursuivre sa coopération avec l'OIAC, comme en témoigne sa volonté d'organiser une réunion de haut niveau entre le Ministre syrien des affaires étrangères et le Directeur général de l'OIAC. Dans le cadre de sa coopération continue, l'autorité nationale syrienne a soumis avec diligence des rapports mensuels pour les trois derniers mois, décrivant les activités menées en Syrie. En outre, elle a facilité la vingt-cinquième série de consultations avec l'Équipe d'évaluation des déclarations, du 1^{er} au 5 novembre. Par ailleurs, l'autorité nationale syrienne a accepté de proroger l'accord tripartite entre la République arabe syrienne,

le Secrétariat technique de l'OIAC et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Cette extension vise à rationaliser et à soutenir les tâches et les activités de l'OIAC en Syrie.

Compte tenu de cette coopération, l'Iran soutient l'idée d'un dialogue constructif entre la Syrie et l'OIAC, et appelle instamment à l'établissement d'un calendrier spécifique pour traiter toutes les questions en suspens et amener le dossier à une résolution finale et définitive. Une telle approche garantirait la transparence, la reddition de comptes et le règlement satisfaisant de toutes les questions en suspens.

Enfin et surtout, nous considérons que la tenue répétée de séances du Conseil de sécurité et l'expression de points de vue passés, y compris d'allégations infondées, ne contribuent pas à l'efficacité de cet organe. Nous exhortons le Conseil de sécurité à mener des efforts constructifs et attendons de ses membres qu'ils jouent un rôle positif.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Türkiye.

M^{me} Özgür (Türkiye) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence équatorienne d'avoir convoqué cette séance après un intervalle de deux mois (voir S/PV.9411), ce qui a permis au Conseil de sécurité d'examiner les progrès accomplis dans l'élimination du programme d'armes chimiques de la Syrie. Nous remercions également le Directeur Ebo pour son exposé.

La Türkiye prend note avec grande inquiétude des derniers rapports mensuels du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (voir S/2023/920 et S/2023/926), ainsi que ses récents rapports sur les travaux de l'Équipe d'évaluation des déclarations.

L'utilisation d'armes chimiques a été attribuée à neuf reprises et de manière indépendante au régime syrien par l'ONU et l'OIAC, avant et après l'accession de la Syrie à la Convention sur les armes chimiques en 2013. En tant que partie à la Convention, le régime a l'obligation de présenter en temps voulu des déclarations exactes et complètes concernant les armes chimiques et les installations d'armes chimiques situées sur son territoire. Pourtant, 10 ans plus tard, la déclaration soumise par le régime syrien ne peut toujours pas être considérée comme exacte et complète par le Secrétariat technique de l'OIAC, en raison des lacunes, des incohérences et des disparités qui subsistent.

Nous observons attentivement la manière dont les efforts de l'OIAC pour clarifier toutes les questions en suspens sont suivis d'actions réciproques. Le Secrétariat technique attend toujours des informations techniques suffisantes et des explications en réponse à ses questions sur divers cas, notamment la découverte d'un produit chimique visé au tableau 2, ainsi que d'un produit chimique à double usage dans l'installation de Barzé et le déplacement non autorisé de deux cylindres utilisés dans l'attaque de Douma. Nous prenons note de la reprise des consultations entre l'Équipe d'évaluation des déclarations et l'autorité nationale syrienne le mois dernier, à Damas, plus de deux ans et demi après le cycle précédent, à la suite du retrait par le régime syrien de ses conditions relatives à la composition de la délégation de l'Équipe. Nous attendons également avec intérêt le rapport du Secrétariat technique sur ses échanges avec le régime concernant l'analyse des échantillons prélevés par l'Équipe d'évaluation des déclarations au cours des activités limitées menées dans le pays en avril, qui, selon le rapport du

Directeur général de l'OIAC, ont révélé la présence d'indicateurs d'agents chimiques non déclarés.

Nous appelons le régime syrien à respecter ses obligations et à coopérer pleinement avec l'OIAC, conformément à la Convention sur les armes chimiques et à la résolution 2118 (2013). Il est essentiel de prévenir l'impunité et de veiller à ce que les responsables de l'utilisation d'armes chimiques répondent de leurs actes afin d'éviter que des incidents similaires ne se reproduisent. C'est dans cet esprit que la Türkiye a coparrainé la décision intitulée « Contrer la menace que constitue l'emploi d'armes chimiques et la menace d'emploi future », qui a été adoptée à la vingt-huitième session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques. Nous continuerons à soutenir les efforts de l'ONU et de l'OIAC pour établir les faits concernant l'utilisation d'armes chimiques en Syrie et pour demander des comptes à tous les auteurs.

La séance est levée à 11 h 25.